

Vague d'attentats à la grenade au Burundi

PANA, 09/09/2008 Bujumbura, Burundi - Au moins trois personnes ont été blessées à des degrés divers dans un attentat à la grenade perpétré par des hommes non encore clairement identifiés contre un débit de boisson dans la nuit de lundi à mardi à Musaga, un quartier résidentiel de la périphérie sud de Bujumbura, a-t-on appris de source administrative dans la capitale burundaise. L'administrateur communal de Musaga, Désirée Simbizi, a fait état d'une personne grièvement blessée parmi les victimes de l'attentat qui a été transportée d'urgence à l'hôpital pour des soins intensifs. Les auteurs de l'attaque ont, en quelques secondes, lancé deux grenades par-dessus la clôture du bistrot, a encore précisé le responsable administratif à la base pour qui l'acte était manifestement destiné à faire un maximum de victimes pour des raisons non encore connues. Des lanceurs de grenade survivaient ces derniers jours dans plusieurs grandes villes du pays et ciblaient généralement des rassemblements de gens dans les bistrots ou encore les cérémonies de mariage. La ville de Bujumbura a connu une campagne de terreur semblable en 2006-2007 et des enquêtes menées depuis n'ont toujours pas révélé les auteurs des attentats à la grenade de l'époque qui ont ciblé aveuglement des bistros et certaines résidences de parlementaires. La nouvelle vague d'attentats à la grenade a atteint son sommet le mois dernier à Gitega, la seconde grande ville du pays, où l'on a compté une vingtaine de morts et plus de 60 blessés parmi des invités à une cérémonie de mariage. La même ville du centre du Burundi a encore été endeuillée par une bande de malfaiteurs qui a attaqué à la grenade un bistrot, dans la nuit du 27 au 28 août 2008, faisant trois morts et un blessé grave. Un autre attentat à la grenade a fait sept blessés d'une même famille le 6 septembre dernier à Ngozi, la troisième grande ville du pays. Du côté des enquêtes, l'opinion ne décolore pas contre la Police nationale et les autres corps de défense et de sécurité qui ne parviennent pas à mettre la main sur les coupables dans la majorité des cas. La radio d'Etat burundaise s'est particulièrement illustrée, mardi, par un éditorial fustigeant des enquêtes policières qui n'aboutissent pas, "y compris dans les cas de flagrant délit". La radio nationale du Burundi a mis en garde contre le risque d'une "justice populaire", si les pouvoirs publics tardent encore longtemps à se ressaisir pour mettre fin à l'impunité. Le directeur général de la Nouvelle police nationale du Burundi (PNB), le général Fabien Ndayishimiye, de son côté, a parlé d'une "situation d'insécurité passagère qui s'observe généralement un peu partout dans les pays émergents d'un long conflit comme le Burundi". Le Burundi tente difficilement de sortir de plus de 14 ans de guerre civile qui a favorisé la prolifération à grande échelle d'armes à feu dont se servent généralement les malfaiteurs pour perpétuer l'insécurité. L'absence d'un cessez-le-feu global et durable entre le pouvoir central et le Parti pour la libération du peuple hutu/Front national de libération (PALIPEHUTU-FNL, dernière rébellion encore active au Burundi) ne permet pas non plus de voir plus clair dans la situation sécuritaire confuse du pays. Le haut responsable de la Police a enfin exhorté la population à collaborer, "car la sécurité des biens et des personnes n'est pas l'apanage des seuls policiers".